

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

Index AI : ASA 17/019/2012

4 juillet 2012

Chine. Trois ans après la répression des émeutes à Ürümqi, on est toujours sans nouvelle de plusieurs dizaines de victimes de disparition forcée

Des familles sont harcelées et placées en détention parce qu'elles recherchent leurs proches – Troisième anniversaire des manifestations du 5 juillet 2009

Trois ans après la répression sévère des manifestations de Ouïghours à Ürümqi, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, des dizaines, voire des centaines de Ouïghours sont toujours soumis à une disparition forcée par les autorités ; leurs familles ne disposent d'aucune information sur le lieu où ils se trouvent, leur état physique ou leur statut au regard de la loi.

Les autorités du Xinjiang ont arrêté, menacé et intimidé des familles qui cherchaient des informations sur leurs proches disparus, affichant ainsi une volonté soutenue d'empêcher ces familles de poursuivre leurs recherches ou d'introduire une requête auprès des hautes autorités du pays. Des dizaines de familles ouïghoures ont récemment fini par raconter publiquement les démarches qu'elles ont entreprises pour retrouver la trace de leurs proches et pour exiger des réponses ou des réparations. Ceux qui ont été les premiers à raconter leur histoire dans des entretiens accordés à Radio Free Asia (RFA) décrivent la surveillance intense et les menaces dont ils font désormais l'objet ; ils ont par ailleurs été sommés d'arrêter de communiquer avec des groupes basés à l'étranger.

Amnesty International exhorte les autorités chinoises à révéler le lieu où se trouvent ces personnes victimes de disparition forcée, ainsi que leur statut juridique, et à cesser de persécuter les membres de leurs familles qui demandent des réponses et qui cherchent à obtenir réparation.

Le 5 juillet 2009, des Ouïghours se sont rassemblés à Ürümqi, capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, pour protester contre l'apparente inertie du gouvernement après que des ouvriers migrants ouïghours eurent été tués le 26 juin à Shaoguan, dans la province du Guangdong. Alors que cette manifestation avait commencé pacifiquement, des émeutes ont éclaté quand la police a eu recours à la violence contre les manifestants. Selon les chiffres officiels, 197 personnes ont trouvé la mort dans ces violences, dont une majorité de Chinois hans.

Des témoignages recueillis par Amnesty International à la suite de ces troubles jettent un doute sur la version officielle des événements et mettent en évidence le recours inutile ou excessif à la force par les policiers contre les manifestants ouïghours – coups, utilisation de gaz lacrymogène et tirs directs sur la foule, notamment. À la suite de ces troubles, les autorités ont procédé à des arrestations de masse et mené des fouilles systématiques des maisons, ce qui a abouti à l'arrestation arbitraire de centaines voire de milliers de personnes. De nombreux rapports ont par la suite exposé en détail les multiples cas de disparition forcée de Ouïghours, ainsi que d'actes de torture et d'autres mauvais traitements infligés à des détenus ouïghours.

Le mois dernier, plusieurs dizaines de familles ouïghoures ont révélé publiquement qu'un de leurs proches avait disparu depuis juillet 2009 ; le plus jeune d'entre eux avait seulement 16 ans au moment où il a été arrêté. Les familles concernées vivent à Ürümqi, à Kachgar et dans le canton de Karakash (préfecture de Hotan), dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang.

Parmi les disparus, on compte un boucher, un mécanicien automobile, un patron de restaurant, un conducteur de bus, un vendeur de fruits ambulant, un chef cuisinier, un étudiant de 16 ans, un jeune diplômé qui allait commencer un nouveau travail, un musicien et un jeune diplômé d'une école en aménagement forestier. Seules 19 de ces familles ont accepté que les noms de leurs proches disparus soient rendus publics. Toutes craignent les représailles des autorités.

Il est probable que ce groupe ne représente qu'une petite partie des familles dont un membre a disparu. Patigul Eli, la mère d'Immemet Eli, a confié qu'au fil des ans elle avait rencontré au moins 30 autres familles devant les bâtiments de la police et du gouvernement à Ürümqi qui cherchaient elles aussi à obtenir des informations sur le sort de proches ayant disparu après avoir été arrêtés durant les arrestations de masse qui ont suivi les troubles de juillet 2009. Wang Mingshan, chef du département de la Sécurité publique d'Ürümqi, aurait reconnu avoir reçu 300 demandes de familles cherchant à obtenir de l'aide pour retrouver leurs proches.

Selon l'une de ces familles, dans le seul canton de Karakash, dans la préfecture de Hotan, plus de 200 familles comptent des proches disparus. Beaucoup ont peur de parler, par crainte de représailles de la part des autorités chinoises. Le coût d'un voyage Ürümqi-Pékin est considérable pour beaucoup d'entre elles, mais elles se sont malgré tout rendues à Pékin à plusieurs reprises en quête d'informations sur leurs proches disparus. Certains disent qu'ils ne réclament ni réparation ni indemnisation de la part des autorités pour la disparition de leur proche et qu'ils souhaitent simplement savoir si leur parent est toujours en vie. D'autres ont confié que l'incertitude était, à bien des égards, plus dure à vivre que s'ils avaient été informés d'une nouvelle tragique dès le début.

Des organismes internationaux, tels que le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'homme des Nations unies, ont souligné dans un certain nombre de cas que le refus de la part des autorités, pendant des mois voire des années, de respecter le droit des familles de connaître la vérité sur le sort de leurs proches viole l'interdiction absolue de la torture et des autres mauvais traitements.

Les témoignages ci-dessous ont été sélectionnés parmi les affaires de disparus qui ont été rendues publiques par Radio Free Asia et qu'Amnesty International a pu vérifier grâce à diverses autres sources d'information.

Turghun Obulgasim

Turghun Obulgasim, âgé de 33 ans au moment des faits, a été arrêté par la police le 9 juillet 2009 sur son lieu de travail, au restaurant Medina de l'hôtel Huaqiao d'Ürümqi, avec quatre autres employés. Turghun travaillait au restaurant le 5 juillet 2009, jour de la manifestation à Ürümqi. Lorsque les troubles ont éclaté, Salfurat, gérant du restaurant et de l'hôtel, a décidé de fermer le restaurant et de verrouiller les portes de l'établissement pour protéger ses employés. Il les a autorisés à rester dans l'hôtel pour ne pas avoir à sortir dans la rue, où les émeutes et la répression se poursuivaient. Selon Salfurat, Turghun et les quatre autres employés ne sont pas sortis de l'hôtel le 5 juillet ni les jours suivants. Salfurat a indiqué que plus de 70 des employés des quatre restaurants de l'hôtel Huaqiao ont été emmenés par la police le 9 juillet.

Il a par la suite appris que Turghun avait été emmené au poste de police de Liudawan à Ürümqi, et il s'est débrouillé pour lui faire parvenir un peu d'argent. Toutefois, lorsqu'il est retourné au poste de police deux jours plus tard, il a appris que Turghun ne s'y trouvait plus mais aucune information ne lui a été donnée quant au lieu de détention de Turghun. Après avoir cherché pendant quelque temps à retrouver la trace de Turghun, Salfurat a été interrogé par la police qui lui a signifié qu'il lui fallait arrêter ses investigations. Il a alors commencé à aider financièrement Mehraba, la femme de Turghun (à hauteur de 600 yuans par mois), qui continuait à rechercher son mari. Celui-ci disparu, Mehraba n'avait plus de quoi subvenir à ses besoins et à ceux de son enfant.

Merhaba explique qu'elle cherche son mari depuis le jour où la police l'a emmené. Elle raconte : « Je ne compte plus le nombre de fois où j'ai dû me rendre au bureau de la Sécurité publique de la ville en quête d'informations sur mon mari. J'y vais chaque semaine, parfois le mardi, parfois un autre jour. À chaque fois, ils me disent la même chose : "Rentrez chez vous et occupez-vous de vos enfants. Nous vous tiendrons au courant. Rentrez chez vous." »

En trois ans, les autorités chinoises ne lui ont pas fourni la moindre information sur l'état physique de son mari ou sur le lieu où il se trouve.

À la question « Avez-vous engagé un avocat ? » elle a répondu « Non ». Elle a expliqué que l'an dernier, les autorités lui avaient promis qu'elles lui trouveraient un avocat, mais rien n'a été fait pour le moment. À la question « Pourquoi cela prend-t-il autant de temps ? », elle a répondu « Je ne sais pas. Je ne sais rien. » À la question « Vous sera-t-il difficile de vous payer les services d'un avocat ? », elle a répondu « Bien évidemment. Mais c'est un problème parmi d'autres. »

Merhaba nous raconte qu'elle croise régulièrement au bureau de la Sécurité publique de la ville – où elle se rend souvent pour avoir des réponses – cinq à six autres familles qui sont, elles aussi, à la recherche d'un proche disparu. « Nous parlons un peu, puis nous rentrons chez nous. »

Merhaba et Turghun ont un enfant en bas âge.

Abaxun Sopur

Abaxun Sopur, père de quatre enfants, a été emmené par la police le 7 juillet à Ürümqi. D'après le témoignage de son épouse Reyhangul Tahir, Abaxun, marchand de fruits ambulante, s'était efforcé le 5 juillet 2009 de rester en dehors de la zone des émeutes, en choisissant le quartier de Hualing d'Ürümqi – loin des troubles – pour y vendre ses fruits. Il est rentré sain et sauf chez lui dans la nuit du 5 juillet et a décidé de ne pas s'aventurer dehors le 6 juillet. Il est toutefois ressorti le 7 juillet pour vendre ses fruits. Ce soir-là, il a appelé Reyhangul pour lui dire que ses amis et lui avaient été emmenés par la police alors qu'ils rentraient chez eux. La police leur avait proposé de les ramener chez eux en voiture car de nombreuses rues étaient bloquées. Mais les policiers les avaient en réalité conduits au poste de police de Shenming près de la place du Peuple à Ürümqi. Abaxun a demandé à sa femme de ne pas s'inquiéter et lui a dit qu'il serait bientôt à la maison. Mais à 23 heures, Abaxun n'était toujours pas rentré et son portable était éteint. Reyhangul n'a plus jamais réussi à entrer en contact avec lui et les autorités ne lui ont fourni aucune information sur le lieu où se trouve son mari.

Un mois après sa disparition, un groupe d'hommes ouïghours remis en liberté ont confirmé à Reyhangul qu'Abaxun avait été amené au poste de police de Shenming la nuit du 7 juillet et qu'il avait été interrogé par un policier kazakh dénommé Aytan. Abaxun et la trentaine de personnes détenues avec lui avaient été ensuite transférés dans plusieurs prisons et centres de détention à Ürümqi, mais elles ignoraient où Abaxun avait été emmené.

Reyhangul raconte qu'elle a retrouvé la trace d'Aytan, le policier kazakh, qui lui a confirmé avoir interrogé Abaxun à son arrivée au poste de police le 7 juillet, et indiqué qu'il avait estimé que rien ne justifiait de prolonger la détention d'Abaxun. Toutefois, son supérieur lui a interdit de le relâcher. D'après Aytan, Abaxun aurait été envoyé au centre de détention de Diyentey à Ürümqi.

Mais lorsque Reyhangul s'y est rendue, les fonctionnaires du centre de détention lui ont déclaré qu'Abaxun ne figurait pas dans leurs registres. Elle raconte ensuite qu'elle s'est rendue dans tous les centres de détention d'Ürümqi et des alentours et qu'elle s'est adressée à la police et aux autorités gouvernementales à tous les niveaux pour obtenir des nouvelles de son mari, mais en vain.

Reyhangul décrit sa quête acharnée ces trois dernières années pour obtenir des informations au sujet de son mari. Avec sept autres familles de disparus, elle s'est rendue à Pékin pour

déposer une requête auprès des autorités centrales. Mais peu après leur arrivée à Pékin, elles ont été contraintes de rentrer à Ürümqi car une quarantaine de policiers avaient été dépêchés de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang pour les ramener.

Reyhangul raconte qu'après son voyage à Pékin, les autorités l'ont forcée à quitter Ürümqi avec ses quatre enfants pour Kachgar, afin de l'empêcher de porter plainte à nouveau.

À la question « Avez-vous reçu des nouvelles au sujet de votre mari ? », Reyhangul a répondu : « Des nouvelles ? Je n'en ai aucune ! Aucune information jusqu'à présent. Je me demande si les autorités l'ont englouti vivant. Jusqu'à présent, le gouvernement ne nous a pas donné la moindre information sur l'endroit où il se trouve. »

« Nous n'avons eu aucune nouvelle de lui ces trois dernières années. Il y a 10 jours, la police locale est venue chez moi. Je leur ai déclaré que j'avais l'intention de me rendre à nouveau à Pékin pour déposer un recours pour la disparition de mon mari. La seule fois où je suis allée à Pékin, la police nous a arrêtés et nous a enfermés dans un centre de détention avant de nous ramener chez nous. Voilà pourquoi je n'ai pas pu déposer de plainte. Depuis, je n'ai eu aucune nouvelle concernant mon mari. Quand la police a appris que j'avais à nouveau l'intention de me rendre à Pékin pour déposer plainte, j'ai aussitôt reçu la visite de policiers, des chefs du village et des chefs de la police qui ont fait pression pour que je renonce à mon projet. Mais ils n'ont rien dit au sujet de mon époux. Pas un mot ! »

De même que les autres familles de disparus qui ont raconté publiquement leur histoire, Reyhangul a récemment reçu la visite de la police qui lui a déconseillé de reparler à quiconque de son mari.

Imammemet Eli

Imammemet Eli, diplômé de l'Université de technologie de Chine du Sud, âgé de 25 ans à l'époque, a été arrêté à Ürümqi le 14 juillet 2009 avec quatre autres amis avec qui il était en train de jouer au billard. Ses amis ont été progressivement libérés mais aucune information n'a été communiquée à son sujet. Selon sa mère, Imammemet avait participé aux manifestations le 5 juillet mais il était parti quand les manifestations étaient devenues violentes.

Patigul Eli, sa mère, a cherché ces trois dernières années à obtenir des réponses de la part des autorités sur le sort de son fils.

« Depuis près de trois ans, j'ignore où se trouve mon fils ; je ne sais même pas s'il est toujours vivant », a déclaré Patigul dans un entretien accordé à Radio Free Asia.

Lorsque Patigul s'est rendue au bureau de la police de Liudawan où Imammemet avait d'abord été placé en détention, un fonctionnaire lui a remis un papier disant que son fils était détenu au centre de détention de Midongchu, dans le district de Miquan. Or, à chacune de ses 10 visites au centre de détention de Midongchu, on lui a déclaré qu'il n'y avait aucune trace d'Imammemet dans les registres.

Neuf mois après l'arrestation de son fils, Patigul a reçu des informations à son sujet de la part d'anciens détenus qui avaient partagé sa cellule. L'un d'entre eux a raconté à Patigul qu'Imammemet avait subi des interrogatoires à plusieurs reprises et avait été torturé. Imammemet ne voulait rien manger et était pris à certains moments de vomissements. Une fois, après un interrogatoire, Imammemet s'était retrouvé incapable de se tenir debout à son retour dans sa cellule. Selon un autre de ses codétenus, Imammemet était dans un état normal lorsqu'il avait regagné sa cellule après les deux premiers interrogatoires, mais la troisième fois, ses codétenus ne l'ont pas vu durant trois jours et lorsqu'il a été ramené dans sa cellule, il ne pouvait plus se tenir debout. Vers la mi-août 2009, Imammemet a été emmené à l'hôpital et n'est jamais revenu au centre de détention.

Depuis, Patigul n'a obtenu aucune autre information au sujet de son fils et ses requêtes sont restées lettre morte.

« Les autorités locales ne veulent pas m'écouter parce que l'affaire est trop difficile. Les journalistes dans la région ont trop peur pour écouter mon histoire parce que l'affaire est trop sensible. »

Patigul dit qu'elle est surveillée et suivie constamment depuis qu'elle a parlé à des médias étrangers, et qu'il y a en permanence une présence policière devant sa maison, avec des policiers qui se relaient toutes les quatre heures pour la surveiller. Il lui est arrivé une fois d'être placée en détention pendant huit jours pour avoir insulté un fonctionnaire de police qui ne voulait pas répondre à ses requêtes.

« Ils me suivent lorsque je fais des courses et ils attendent à l'extérieur lorsque je rends visite à quelqu'un. »

Pour Patigul, veuve avec quatre enfants, le fait de rester dans l'ignorance quant au sort de son fils l'empêche de faire son deuil ou de laisser libre cours à son chagrin.

« Je n'aurais pas tant souffert si seulement je savais que mon fils était mort ; j'aurais ainsi pu l'oublier ou au moins trouver le moyen d'accepter cette réalité. »

Nebijan Eli

Nebijan Eli, âgé de 16 ans lors de son arrestation en 2009, est le plus jeune des disparus dont le nom a été récemment rendu public par la famille. Son père, Elijan Eli, a raconté que la dernière fois qu'il l'a vu, il se trouvait avec plusieurs autres détenus obligés de défiler dans une rue d'Ürümqi, encadrés par une trentaine de policiers.

Il a vu son fils être battu et poussé à coups de pied dans un fourgon de police qui l'a emporté. Il a essayé de suivre le fourgon à moto mais en vain. « J'ai assisté à la scène et ressenti mon impuissance, je me suis alors pour la première fois demandé pourquoi j'avais vu le jour dans un monde pareil », a-t-il confié par la suite à Radio Free Asia.

Lorsque Elijan a demandé à la police des informations sur le sort de Nebijan, on lui a dit que le nom de son fils ne figurait pas sur la liste des détenus.

Après trois années de recherches, Elijan Eli n'a toujours pas obtenu la moindre information sur le lieu où se trouve son fils ni sur l'état physique de ce dernier.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez prendre contact avec le Service de presse d'Amnesty International à Londres ; tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org. International Secretariat, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni